

Le Figaro - samedi 5 septembre 2020

DÉBATS

Dépenses publiques : État et collectivités locales doivent apprendre à dire « non »

Comment expliquer le délabrement de nombreux équipements publics en France, alors que nos prélèvements obligatoires comptent parmi les plus élevés des pays industrialisés ?, s'interroge l'agrégé de philosophie*.

BONNAMY, JEAN-LOUP



Fréquenter les quais de la gare de l'Est à Paris est riche d'enseignements. C'est de là que part la ligne P du Transilien (reliant l'Aisne et la Seine-et-Marne à la capitale). Comme de nombreuses autres, cette ligne est fréquentée par des dizaines de milliers d'usagers qui vivent en banlieue ou dans la France périphérique et travaillent à Paris. Or le fonctionnement de ce Transilien est loin de ce qu'on peut attendre des standards d'un pays développé. Les retards sont nombreux. L'absence de climatisation rend la chaleur estivale étouffante. Et sur la page Facebook des voyageurs de la ligne P, on peut voir plusieurs vidéos montrant qu'il pleut parfois à l'intérieur de certaines rames.

Sur les routes, des milliers de ponts sont à surveiller. L'accident survenu dans le Tarn en novembre 2019 et qui a fait deux morts en est l'illustration tragique. La réduction des effectifs et la suppression de nombreux centres départementaux de Météo France ont diminué nos capacités de réaction face aux événements météorologiques extrêmes : plusieurs villages victimes de catastrophes ont dénoncé l'imprécision des prévisions de cet organisme. On nous parle des gestes barrières mais dans certains collèges tous les lavabos sont hors service. Il existe des métropoles de province où seuls deux équipes de police patrouillent la nuit pour surveiller toute une ville.

Dans les hôpitaux, on a longtemps supprimé des lits et des postes d'infirmiers pour raison budgétaire. En matière de radiologie, notre retard est criant, surtout par rapport au Japon ou à la Corée. Dans ces colonnes, Jean-Louis Thiériot a souligné que l'Allemagne consacre la même part de son PIB à ses hôpitaux que la France et emploie le même nombre d'agents hospitaliers. Pourtant, l'Allemagne a 100 000 soignants de plus, car seulement 24 % de son personnel hospitalier occupe des fonctions administratives contre 35 % en France, preuve qu'il existe bien un problème dans l'emploi de l'argent public. Les choses ne vont guère mieux pour la médecine de ville. Dans de nombreuses villes, il faut compter plusieurs mois pour un rendez-vous chez le dentiste, parfois bien plus de six mois pour un rendez-vous chez l'ophtalmologiste.

En opération à l'étranger, nos soldats manquent d'engins blindés, de munitions, de gilets pare-balles, de rangers, de matériel médical, de treillis. Un parachutiste peut être contraint de dépenser 1 600 euros sur sa solde pour son équipement individuel. Et, comme l'a souligné l'historien Pierre Vermeren, nous avons amputé les moyens de la médecine militaire (Santé navale Bordeaux, fermeture d'hôpitaux militaires, dont le Val-de-Grâce, et de la plupart des spécialités). Militaires, mais aussi policiers et soignants sont fort mal payés en France. De même pour les professeurs (par ailleurs bien trop nombreux). En début de carrière, un professeur certifié, titulaire d'un bac+5, une fois

payés son logement et sa voiture, peut n'avoir qu'environ 400 euros devant lui pour vivre, voire moins. Ce n'est pas ainsi qu'on va attirer en masse les talents dans l'enseignement.

Faut-il alors dépenser encore plus comme le voudraient Jean-Luc Mélenchon ou Benoît Hamon, dans un keynésianisme aussi absurde que naïf ? Impossible. La France est déjà championne du monde de la dépense publique (57 % du PIB) avec le Danemark. Elle n'a présenté aucun budget excédentaire depuis 1974. Avec 1 % de la population mondiale, notre pays distribue 15 % des aides sociales de la planète. Son taux de prélèvements obligatoires de 46 % du PIB, lui aussi le plus élevé au monde, décourage l'esprit d'entreprise.

En 2010, les dettes publiques allemande et française étaient au même niveau (80 % du PIB). En décembre 2019, avant même la facture de la crise sanitaire, la dette publique française avait bondi à 96 % du PIB tandis que celle des Allemands avait baissé de 20 points pour atteindre 61 % du PIB, soit un différentiel de 35 points selon la rive du Rhin sur laquelle on se trouvait. Le pire, c'est qu'il y a dix ans, les défenseurs du laxisme budgétaire à la française pouvaient dire : « Les Allemands font preuve de rigueur, mais leurs autoroutes sont dans un état lamentable. » C'était vrai. Mais aujourd'hui, nos autoroutes sont elles aussi délabrées.

Nous réussissons l'exploit d'avoir à la fois la dépense publique la plus élevée au monde, une dette abyssale (et massivement détenue par des investisseurs étrangers), des impôts écrasants, des services publics en crise et des équipements vétustes. C'est un scénario perdant-perdant : dépense massive (financée par une pression fiscale quasi confiscatoire) et résultats très décevants.

Alors faut-il au contraire baisser drastiquement et indifféremment la dépense publique dans tous les secteurs ? Impossible aussi. Une vraie politique d'austérité aurait des effets récessifs pour l'économie. Infirmiers, militaires, policiers n'ont déjà plus les moyens d'assurer correctement leurs tâches. Certaines coupes budgétaires coûtent davantage, par leurs conséquences, qu'elles ne rapportent. Comme le faisait remarquer Henri Guaino en 2012, tailler dans les budgets des sapeurs-pompiers et des Canadair, c'est s'exposer à des feux de forêt qui nous coûteront bien plus cher.

Des secteurs cruciaux souffrent d'un sous-investissement massif, mais « en même temps » des dépenses absurdes sont consenties. On dépense massivement pour l'inutile et on ne cesse de couper dans l'indispensable. Les collectivités locales portent aussi une

part de responsabilité dans les dépenses superflues. On sait que la France accueillerait à elle seule la moitié des ronds-points du monde.

L'État se disperse : il paie pour tout et cela affaiblit la qualité et l'efficacité de sa dépense dans les secteurs fondamentaux. Revenir à une gestion saine des deniers publics, investir massivement là où c'est nécessaire réclame, en contrepartie, de ne plus dépenser un seul euro là où c'est inutile. Traquer le gaspillage, vérifier le caractère pertinent et efficace de chaque dépense, c'est une cause de salut public.

* Ancien élève de l'École normale supérieure, l'auteur est spécialiste de philosophie politique.

JEAN-LOUP BONNAMY

Le Figaro - samedi 5 septembre 2020